

Dans cette courte contribution, je voudrais expliquer comment je comprends la question de « l'unité », en l'illustrant par une discussion des mesures qui seraient à prendre si l'on entend vraiment donner une solution au chômage.

# Quelques aspects actuels du combat pour l'unité des salariés et des exploités

## COMMENT DÉGAGER

## LE CONTENU RADICAL

## DE L'ASPIRATION

## À L'UNITÉ ?

Le mot d'ordre de « l'unité » correspond à un besoin profond qui plonge ses racines dans les conditions d'affrontement très inégales entre les travailleurs et la bourgeoisie. Mais il peut se transformer très aisément en slogan vide, en mot creux derrière lequel se cachent des pièges. Alain Séguret a donc raison de rappeler dans le dernier paragraphe de son texte que « *les appels des appareils à l'unité pour l'unité ont pour objectif l'expropriation de la victoire des salariés, des chômeurs et des exclus* ».

C'est lorsqu'elle se constitue sur des objectifs spécifiques et pleinement saisissables que « l'unité » cesse d'être un mot creux et se remplit d'un contenu mobilisateur et organisateur. Le but commun de rejet de la « Constitution européenne » a eu ce caractère.

Le travail initial d'analyse du TCE a commencé par dégager des lignes de forces autour de l'idée de « constitutionnalisation du capitalisme », ou tout au moins du libéralisme. Cela a permis à des militants en nombre croissant, puis à des salariés, à des chômeurs et à des jeunes « non-organisés » d'établir le lien entre le Traité et leurs problèmes quotidiens : les délocalisations, les salaires, les conditions de travail, la concurrence de plus en plus forte entre salariés, les attaques contre ce qui reste des services publics. C'est sur cette compréhension de la nécessité de rejeter le TCE que l'unité a pu se faire entre militants et salariés, créant un socle qui a finalement permis, notamment après le basculement de la CGT, de rassembler des millions de travailleurs, d'entraîner une majorité. C'est cette compréhension partagée, et partant, cet accord réel sur l'objectif qui ont permis aux comités unitaires d'être un cadre de Front unique.

Dans sa contribution, Manuel rappelle un point essentiel relatif à la politique de Front unique, à savoir qu'elle exige l'indépendance politique des militants anti-capitalistes et révolutionnaires. Pour « frapper ensemble », il faut d'abord avoir « marché séparément », c'est-à-dire avoir une pensée politique propre, fruit de la discussion et de l'élaboration politique propres. La caractérisation qu'il fait de la manière dont ont fonctionné les courants constitutifs de l'appel des 200, à commencer par ceux qu'y représentait la LCR, est juste. Ce qu'il dit des positions théoriques du « noyau central », prolongées par le texte auquel le nom de Roger Martelli est associé, à savoir la dominante anti-libérale et non anti-capitaliste (qui sont aussi en gros les positions de la direction d'Attac), est également exact. Mais tout cela ne suffit pas pour faire de l'appel des 200, un vrai « faux Front unique ». C'est méconnaître la nature des processus des dernières semaines de la campagne. Dans une partie des collectifs et des comités, tant ceux se réclamant de l'appel des 200 que ceux d'Attac ou du « Non socialiste », il s'est formé de façon embryonnaire une autre configuration du FU, tout aussi originale et bien plus authentique, reposant sur une forme, elle aussi embryonnaire, d'auto-organisation. Ce FU s'est noué « à la base », d'un côté entre ceux des militants qui, tout en étant membres d'une « orga », parti, ou association, ont pensé et agi en partie par eux-mêmes, et de l'autre les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes qui se sont retrouvés avec eux dans des réunions.

Pour les comités et les collectifs, la victoire du Non a eu par la force des choses un effet contradictoire. D'un côté, cette victoire a illustré de manière éclatante les vertus de l'unité et

donc fait naître chez les militants la volonté de prolonger l'existence des structures dans lesquelles ils l'ont vécue. De l'autre, par le fait même d'avoir gagné, elle a fait disparaître le but commun identifiable et saisissable qui cimentait l'unité, celui du combat pour rejeter le TCE. Aujourd'hui, les militants veulent continuer à faire vivre les comités, mais ceux-ci sont très largement suspendus dans le vide. Leur avenir immédiat, ou alors leur reconstitution à une autre étape au cas où une partie d'entre eux se déliterait momentanément, dépendent presque entièrement de la définition de nouveaux objectifs politiques qui permettront de faire en sorte que l'unité repose de nouveau sur un socle véritable.

Je ne suis pas sûr que les propositions faites par Alain à la fin de son article puissent prendre corps sans cela. Pour que les comités vivent « *comme l'organisation indépendante des citoyens, transversale par rapport aux partis, associations et organisations* », il ne leur suffira pas de « *choisir leur mode d'organisation [...] probablement de s'orienter vers des principes de démocratie participative, avec des mandats révocables* ». Il faut qu'ils s'attellent aussi et même prioritairement à la constitution d'une nouvelle base commune d'objectifs suffisamment clairs et saisissables pour re-cimenter l'unité. Au départ au moins, la démarche d'un mouvement « Constituant » dépend moins des mesures comme l'élection et le contrôle de représentants que d'un accord relatif aux nouveaux objectifs du combat unitaire, tels qu'ils se dégagent au travers de la discussion et de l'action à des niveaux touchant aux rapports de production et de propriété. La discussion sur la démocratie politique est selon moi indissociable des progrès faits sur ce plan.

## NE PAS BRULER

### LES ÉTAPES

Les appareils des partis, celui du Parti socialiste (y compris les chefs de file des « écuries »), mais aussi une grande partie de ce qui reste de celui du PCF, ont été pris de court par l'ampleur du processus de réappropriation du terrain politique dont les comités ont été le cadre. C'est pour cela qu'ils se sont hâtés de transformer l'appel à l'unité en moyen d'expropriation des salariés de leur victoire. La question qui est posée est celle de libérer les capacités d'organisation propres des militants et des salariés. Après avoir fait un constat lucide quant aux interventions respectives de la LCR et de LO dans la campagne du Non, l'attachement que manifeste Manuel pour une certaine idée de l'avant-garde le conduit à en appeler aux « militants et courants anticapitalistes ». Il ne les identifie pas, mais on comprend qu'ils doivent avoir un niveau de formation et de conscience politiques très élevé. Car Manuel ne leur demande rien moins que de poser et de résoudre au cours des « *quelques semaines décisives* » qui viennent, les questions contenues dans le chapitre sur le « *gouvernement ouvrier et paysan* » du *Programme de Transition* : « *Pour contrer pied à pied le projet des antilibéraux, il faudra réhabiliter une pensée en termes de classes [...] et soulever la question du pouvoir : poser la nécessité d'une mobilisation générale pour en finir avec le capitalisme et ses institutions (nationales ou européennes), tracer la voie d'une alternative par la lutte et l'auto-organisation de la population, mais aussi donner un contenu à la formule du "gouvernement des travailleurs"* ». Sachant au fond qu'il leur assigne une « *mission impossible* », Manuel ne

peut terminer que sur « *les lendemains qui pleurent* ». Chemin faisant, il balaie à la fin de son texte tout ce qu'il a dit précédemment de juste sur le FU par rapport à la nécessité de pouvoir « *marcher séparément* » afin de pouvoir « *frapper ensemble* ». Aujourd'hui, une organisation ou un regroupement possédant à la fois des liens avec les salariés et une orientation anti-capitaliste indépendante, pourrait s'adresser aux courants anti-libéraux et keynésiens pour leur dire, par exemple : « *Vous constatez les ravages de l'indépendance de la BCE et du Pacte de stabilité, ce qui suppose ouvrir la bataille pour l'abrogation de Maastricht et d'Amsterdam au moins sur ces points. Nous pensons que cela ne peut être qu'un tout début de ce qu'il faut faire, mais si vous engagez une vraie campagne sur ces deux questions, nous la mènerons avec vous, comme on a mené ensemble la campagne pour le Non* ».

**L'ESPACE POUR  
L'INTERVENTION  
DES MILITANTS ANTI-  
CAPITALISTES EXISTE  
PLUS QUE JAMAIS**

Mais puisqu'aucune organisation ayant cette capacité n'existe, la tâche qui incombe aux militants et aux courants anti-capitalistes épars est de trouver les moyens d'entreprendre dans les comités unitaires un travail avec les militants qui libère chez eux, plus fortement encore que dans la campagne qui s'est achevée, la volonté, ou en tous les cas l'aspiration à se réapproprier le terrain politique. Il s'agirait de diriger cette aspiration vers l'élaboration programmatique propre, vers la définition par les militants des problèmes affectant les tra-

vaillleurs et l'établissement des priorités de l'action. L'espace politique pour cela existe toujours. Il existe dans les syndicats dont Alain parle à propos de la CGT, mais que le communiqué de Sud-Energie illustre pour l'instant le plus parfaitement. Il continue aussi d'exister dans les comités.

À Nanterre, le 25 juin, lors de la Rencontre nationale des collectifs unitaires pour le Non, la volonté des militants de prolonger l'existence des structures dans lesquelles ils ont mené la bataille contre le TCE a permis de préserver un cadre de travail qui permette aux comités de construire une nouvelle base commune d'objectifs suffisamment clairs et saisissables pour re-cimenter une unité du type de celle qui a marqué la campagne. Le paragraphe sur l'organisation défend « *l'autonomie des collectifs, la circulation en réseau de l'information et des propositions, la coordination autour des initiatives et des campagnes, la prise en compte des diversités, le fonctionnement au consensus* ». Il ajoute qu'il « *ne faut pas entrer à marche forcée dans une structuration trop stricte, une délimitation politique trop précise, une projection prématurée sur de prochaines échéances électorales, sous peine d'être contre-productifs par rapport aux nécessités d'élargissement, de pluralisme et d'unité. Nous devons partir des contenus communs et des accords vérifiés pour construire ensemble. Les collectifs locaux, leur forme souple et non cartellisée, ont une grande importance pour cela* ».

La partie plus « *grammaticale* » de la déclaration finale est placée sous le signe de la lutte contre les « *politiques libérales* », mais elle se termine tout de même par le constat de la nécessité d'une « *remise en cause des Traités antérieurs* ». Elle est très faible. Je pense qu'il faut en interpréter

la faiblesse comme traduisant à la fois les effets de la participation antérieure de certains de ses auteurs à la « *construction européenne* », un enfermement dans l'idée de l'irréversibilité des processus, mais le désarroi devant l'ampleur des problèmes que les salariés ont à résoudre. Personne ne niera cette ampleur. C'est l'une des raisons qui exigent que les ressources de l'auto-organisation et de l'auto-émancipation des femmes et des hommes membres du salariat soient libérées. Il n'y a vraiment que les « *travailleurs eux-mêmes* » pour renverser les rapports politiques entre eux-mêmes et la bourgeoisie en Europe et à l'échelle mondiale.

En désignant à la demande de Chirac le chômage comme le problème des problèmes, le nouveau Premier ministre a défini d'une certaine manière la question que les militants anti-capitalistes épars pourraient proposer aux comités comme terrain où ceux-ci donneraient leur réponse. Le « *plan* » de De Villepin est condamné à la faillite, tant par le caractère inopérant des mesures, une fois les buts de destruction du Code du travail atteints, que par l'aggravation prévisible de la conjoncture économique mondiale. D'ici quelques semaines, ceux des salariés qui n'en sont pas déjà convaincus seront obligés de se rendre à l'évidence. Le refus de la politique suivie, avec son volet supplémentaire d'accélération du processus de privatisation, soulèvera l'indignation et renforcera l'exigence de la définition de mesures très différentes.

**SEULS LES COMITÉS ONT  
LA CAPACITÉ DE  
RÉSoudre LE CHOMAGE**

Pour peu que le travail ait été déjà entrepris dans les collectifs unitaires

comme dans les comités locaux d'Attac, un courant de classe (au sens où il y a eu un « vote de classe » le 29 mai) peut se former pour dire, en étant convaincu, que le chômage peut être vaincu pour la bonne raison que l'ampleur des investissements et des embauches de personnel nécessaires à la satisfaction des besoins individuels et sociaux essentiels des salariés et de leurs familles, est telle que tout le monde peut être mis en quelques mois au travail, au besoin avec une nouvelle formation. Ces besoins sont connus de tous : des logements décents à des loyers abordables, la rénovation des infrastructures dans les transports et dans les banlieues, la transformation des conditions de vie dans les cités ; dans la santé, les investissements et les recrutements hospitaliers à la hauteur définie ensemble par les personnels soignants et les citoyens ; dans l'éducation nationale, les investissements et l'encadrement scolaire à la hauteur définie par les enseignants, les parents et les lycéens. La liste est sans limite. Là où les problèmes existent, c'est dans la levée des obstacles politiques, tant sur le plan des moyens financiers à réunir que du cadre juridique de leur réalisation. La solution du chômage exige la re-nationalisation des entreprises de service public avec des organes de direction sous contrôle des usagers et des travailleurs. La solution du chômage exige la récupération par le corps social

démocratiquement organisé des moyens qui assurent le financement des mesures nécessaires.

Aujourd'hui, les décisions d'investissement : produire quoi, produire dans quelle branche ou quel secteur, produire en tenant compte de tel critère écologique, produire pour quel marché, en termes de niveau de couches sociales visées et de qualité de biens ou de services offerts sont des décisions qui conditionnent la solution du chômage. Aujourd'hui elles sont entre les mains du capital privé ou de gouvernements qui le servent. Un objectif majeur de l'action des comités serait de préparer la liste des mesures pour commencer à faire repasser les décisions d'investissement entre les mains des citoyens et des travailleurs. Une mesure essentielle serait de rétablir ou d'établir des formes d'appropriation sociale sur les entreprises de service public, comme sur celles qui occupent une place importante au plan de la stratégie économique. Un autre objectif est d'en finir avec « l'indépendance des Banques centrales », de re-nationaliser, ou plus exactement de « re-socialiser » le crédit, et de transformer la Banque centrale européenne en banque de financement des investissements paneuropéens. Le travail forcerait les collectifs à se pencher sur la concentration croissante de la richesse, la non-taxation de la fortune, la soumission des projets d'investissement au niveau de profit et de réparti-

tion des dividendes des actionnaires, et la montée en puissance des activités mafieuses, à la faveur de l'impunité accordée aux paradis fiscaux. Toutes les questions sont immédiatement « européennes ». Elles soulèvent d'emblée la question de l'alliance nécessaire des salariés travaillant en France avec ceux des pays où il y a des processus similaires d'identification des problèmes à résoudre. Elles permettent de fonder la discussion des questions constitutionnelles touchant aux rapports aux pays voisins sur des bases concrètes.

L'essentiel se trouve dans la consolidation du processus d'appropriation politique de ces questions par les collectifs eux-mêmes, par les comités en propre, ceux de l'appel des 200, les groupes locaux d'Attac, les sections syndicales et les regroupements au sein du « Non socialiste ». C'est sur ce plan que la vraie responsabilité des militants anti-capitalistes se situe. Si cette réappropriation se poursuit, si un programme de lutte véritable contre le chômage résulte de l'action propre des collectifs, une page pourra alors se tourner. Nous assisterions à une situation où, une nouvelle fois du côté des salariés et des exploités, des idées (ici un programme d'action contre le chômage qui se trouvera par nécessité avoir certaines dimensions d'un programme d'action contre le capital) commencent à « devenir des forces matérielles ».